

ou notre plus grand intérêt à tous: un monde pacifié et prospère. Heureusement l'activité canadienne dans les cadres de l'OTAN a été de pair avec l'accroissement de notre influence à Washington. En effet, les Américains préfèrent nous voir contribuer à la défense de l'Europe que de concentrer nos efforts uniquement en Amérique du Nord. Pour notre part, il est souvent souhaitable, tout en essayant d'influencer la politique américaine de coordonner nos efforts avec ceux des autres pays qui ont le plus de similitude de pensée avec nous, particulièrement la Grande-Bretagne et les pays scandinaves. Le fait d'être tous membres de l'OTAN nous facilite les choses. Quelques autorités vont plus loin en ce sens; elles recommandent que la plus grande partie de nos relations avec les Américains soient conduites à l'intérieur des cadres de l'OTAN et que NORAD, par exemple, soit entièrement intégrée dans une plus grande alliance.<sup>1</sup>

Ceux qui critiquent la politique canadienne déplorent souvent que nous nous soyons trop identifiés avec l'OTAN et avec les É.-U. Ils soutiennent que le rôle du Canada devrait être d'agir dans le cadre des Nations Unies. D'après eux, notre appartenance actuelle à l'un des «blocs» de la guerre froide amoindrit notre contribution. A mon avis la paix du monde, pour un certain temps encore, dépend des relations entre les grandes puissances et la meilleure opportunité pour le Canada d'influencer le cours des événements mondiaux, à mon avis encore, est de rester un des membres respectés de l'OTAN. Cependant, le désir d'augmenter notre aide aux Nations Unies repose sur une base plus solide que les sentiments. Les É.-U., bien que nous décevants en maintes occasions, modèrent le comportement des super-puissances et aident à régulariser l'équilibre de la peur car ils sont capables d'exercer des pressions pour empêcher certains incidents de dégénérer en conflits.

Pour les Canadiens, une question-clé est de savoir si nous pouvons concilier une augmentation de notre participation aux Nations Unies avec nos engagements de l'OTAN. La réponse est probablement affirmative. Le Canada a déjà été capable de contribuer au travail des Nations Unies plus que plusieurs autres pays, sans pour cela faillir à ses engagements envers l'OTAN. Ceci a rehaussé notre prestige à New York et appuyé notre voix dans l'élaboration de la politique des Nations Unies en certaines régions troublées comme Suez et le Congo. Il n'est pas certain que l'offre d'une participation militaire canadienne accrue soit acceptée par les Nations Unies. Si toutefois nous décidons de mettre des forces militaires plus substantielles à la disposition de l'ONU, sans augmenter d'autant notre budget de la défense, une réduction de notre contribution à l'OTAN est inéluctable.

Il se peut aussi que les alliés de l'OTAN acceptent volontiers ce déplacement des Forces du Canada. La plupart des pays-membres reconnaissent que les opérations de paix des Nations Unies servent leurs intérêts et qu'il est à souhaiter que des membres de l'OTAN y participent et par le fait même, exercent un certain contrôle. Ils croient aussi que, pour toutes sortes de raisons les membres de l'OTAN sont plus aptes que beaucoup d'autres à servir sous le drapeau de l'ONU. L'OTAN peut accepter la proposition qu'un certain crédit soit accordé pour ces contributions aux actions militaires de l'ONU.<sup>2</sup>

Lors d'une prochaine réassignation des rôles à l'intérieur de l'OTAN, le Canada pourrait être encouragé à augmenter la mobilité de ses forces et à réduire leur dépendance des armes nucléaires tactiques. Ceci faciliterait l'offre d'une assistance accrue aux Nations Unies avec le maintien de nos engagements envers l'OTAN.

<sup>1</sup> L'idée contraire a été soutenue avec persuasion par le Dr. R. J. Sutherland. Voir «Canada's Long Term Strategic Situation» *International Journal*, Été 1962, pp. 207-8.

<sup>2</sup> Cela serait très raisonnable, surtout dans un cas comme celui de Chypre si l'action des Nations Unies aidait à maintenir la paix dans l'OTAN même.